

BOIS ÉNERGIE RENOUVELABLE

Aff N°: 19461870

N° chrono: 5

Date: 20/12/19

## PLAN GÉNÉRAL SIMPLIFIÉ DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

### Création d'un réseau de chaleur de 120 ml et d'une chaufferie bois BUBRY (56)



#### MAITRE D'OUVRAGE

BOIS ENERGIE RENOUVELABLE  
2 BD GENERAL LECLERC  
CS 30010  
56100 LORIENT CEDEX



apave

mission de confiance

**Conducteur d'opération**

BOIS ENERGIE RENOUVELABLE  
Maison de l'Agglomération  
Esplanade du Péristyle  
CS 2001  
56314 LORIENT CEDEX  
France

**Maître d'oeuvre**

AGENCE BUYS ENERGIE ENVIRONNEMENT  
51, pointe du Porhier  
56370 SARZEAU  
France

**COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE****PHASE DE CONCEPTION**

APAVE NORD OUEST SAS - Lorient  
EVENNO HERVE  
165 rue de la Montagne du Salut  
Pôle d'Activités Technellys  
56600 LANESTER

**PHASE DE REALISATION**

APAVE NORD OUEST SAS - Lorient  
EVENNO HERVE  
165 rue de la Montagne du Salut  
Pôle d'Activités Technellys  
56600 LANESTER

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	20/12/19	PGC établi : Avant envoi du DCE aux entreprises	5

## PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

### Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général simplifié de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général simplifié de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur nom.prénom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel nom.prénom correspond au nom et prénom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

Risques (Arrêté du 25.02.03)	Exemples de travaux - Liste indicative - Remarques
<b>Chute de hauteur de plus de 3 m.</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ charpente, toiture, étanchéité, pylône, château d'eau, pont, ...</li> <li>■ montage, démontage, utilisation d'échafaudages, de PEMP(1), de PIR (2)</li> <li>■ tranchées de grande profondeur, excavations, terrain escarpé, falaises, ...</li> </ul>
<b>Risques d'ensevelissement ou d'enlèvement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ tranchées, fouilles, excavations, travaux en pied de talus, ...</li> <li>■ travaux à proximité de stockages de matière pulvérulente, liquide, ...</li> <li>■ sols mouvants, fosses, silos, ...</li> </ul>
<b>Risques électriques :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ contact avec des pièces nues sous- tension &gt; à la TBT (50V. alternatif)</li> <li>■ à proximité de lignes aériennes ou enterrées (HTA - HTB)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ rappels (alternatif) : HTA &lt; 50 KV - HTB &gt; 50 KV</li> <li>■ travaux sur installations électriques au voisinage de pièces nues sous tension</li> <li>■ levage, manutention, montage d'éléments préfabriqués</li> <li>■ utilisation de PEMP(1), de semi, de bennes, d'échafaudages, ...</li> <li>■ terrassement, creusement, tranchées, forages, sondages, ...</li> <li>■ travaux en façade d'immeuble</li> </ul>
<b>Retrait ou confinement d'amiante friable</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ travaux impliquant un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulation</li> <li>■ travaux sur : calorifuge, flocage, bourre / carton d'amiante, tresse, bourrelet, textile, feutre, enduits, plâtre amianté / mortier</li> <li>■ travaux de retrait avant démolition</li> <li>■ travaux de fixation, d'imprégnation, d'encoffrement y compris sur installations et équipements industriels, ...</li> </ul>
<b>Exposition à des substances chimiques ou agents biologiques nécessitant une surveillance médicale particulière</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ travaux énumérés par les arrêtés du 11/07/77 ou du 11/05/82 (secteur agricole). Exemples : poussières d'amiante, de bois, de silice, d'ardoise, plomb, peinture par pulvérisation, agents cancérogènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction, agents biologiques pathogènes (égouts, abattoirs, aéro- réfrigérants, ...)</li> </ul>
<b>Démolition, déconstruction, réhabilitation impliquant les structures porteuses, d'un ouvrage ou partie d'ouvrage</b> (Volume initial supérieur à 200m3)	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ démolition totale ou partielle d'ouvrage</li> <li>■ réhabilitation totale ou partielle</li> </ul>
<b>Montage ou démontage d'éléments préfabriqués lourds</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ tous travaux au sens de l'article R.4534-103 du code du travail</li> <li>■ éléments faisant partie intégrante de la construction : éléments préfabriqués en béton ou métalliques, pré-dalles, charpentes, poteaux, panneaux, etc.</li> </ul>
<b>Mise en œuvre d'appareils de levage de capacité supérieure à 60 tonnes mètres</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ grue à tour ou mobile capable de lever 20 tonnes à 3 mètres ou 10 tonnes à 6 mètres ou 3 tonnes à 20 mètres, etc.</li> </ul>
<b>Reprise en sous-œuvre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ tous types de travaux de reprise en sous-œuvre</li> <li>■ voir article R.4534-26 du code du travail</li> </ul>
<b>Travaux exposant à des radiations ionisantes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ radiographies de soudures, rayons X, etc.</li> </ul>
<b>Risques de noyade</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ travaux au dessus ou à proximité de l'eau : ponts, quais, piscines, berges, bacs, bassins de rétention, stations d'épuration, ...</li> </ul>
<b>Travaux en plongée appareillée et travaux en milieu hyperbare</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ travaux subaquatiques : travaux fluviaux, maritimes, dans les ports, piscines, écluses, ...</li> <li>■ travaux en air comprimé (percement de tunnel, locaux, enceintes ou volumes pressurisés (surpression &gt; 0,1 bar - essais, épreuves, recherche de fuites, ...)</li> </ul>
<b>Travaux de puits, terrassements souterrains, tunnels</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ voir les articles R.4534-40 et suivants du code du travail</li> </ul>
<b>Usage d'explosifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ travaux publics - démolitions d'immeubles</li> </ul>
<b>Autre risque détecté après analyse, en concertation avec le maître d'ouvrage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ interférences avec un établissement en activité : risque industriel majeur, interface avec présence de public, réseaux ferré, routier, etc.</li> </ul>

(1) PEMP : plate-forme élévatrice mobile de personnes - (2) PIR : plate-forme individuelle roulante

## SOMMAIRE

<b>1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION</b>	<b>7</b>
1.1 PRESENTATION DE L'OPERATION	7
<b>2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS</b>	<b>9</b>
2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	9
2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	14
2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	18
2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS	18
<b>3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT</b>	<b>20</b>
3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	20
3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	20
3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX	23
3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES	24
3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE	25
3.6. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	25
<b>4. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES</b>	<b>30</b>
4.1. ORGANISATION DES SECOURS	30
<b>5. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS</b>	<b>35</b>
5.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES	35
<b>6. ANNEXES</b>	<b>37</b>
6.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE	37

6.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	41
6.3. CALENDRIER DES TRAVAUX	41
6.4. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER	41
6.5. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)	41

## 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

### 1.1 PRESENTATION DE L'OPERATION

#### 1.1.1 Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

**Nom de l'opération :**

Création d'un réseau de chaleur de 120 ml et d'une chaufferie bois - BUBRY (56)

**Descriptif de l'opération :**

- aménagement local à usage de chaufferie implanté dans les locaux techniques des agents de la commune:  
Le local devra accueillir:

- la chaudière bois et ses périphériques
  - les ensembles hydrauliques, électricité et régulations, ainsi que les différents départs de livraisons
  - le ballon tampon- un silo de stockage implanté dans la réserve existante, il sera composé d'un système d'extraction et de transfert permettant l'alimentation en combustible de la chaudière biomasse
- un ensemble de sous stations (4)  
- les tranchées en terrain de toute nature et réseaux nécessaires au raccordement des différentes installations

**Calendrier :**

Date début des travaux : Avril 2020

Durée totale des travaux : 5 mois

**Planning - Phasage de l'opération :****Effectifs :**

Effectif moyen prévisible : 3

Effectif pointe prévisible : 6

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 3 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

#### 1.1.2 Mode de consultation

Marché à procédure adaptée

Corps d'état séparés

Marché public

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

#### 1.1.3 Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier simplifié de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

#### 1.1.4 Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

- Déclaration de travaux (DT) à faire.

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Présence du public, des usagers

#### 1.1.5 Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

Inspection commune avec le C.SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante. Date à fixer en accord avec le C. SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention. Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: [www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr)

- DICT à faire et à adresser obligatoirement aux op. de réseaux

Demande d'autorisation de voirie

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Présence du public, des usagers

Entreprises étrangères : respect des dispositions du code du travail français

Respect de la réglementation en vigueur relative au travail illégal

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:


- Les déclarer à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation.

- Désigner un représentant de l'entreprise, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à L8271-1-2.



## 2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

### 2.1. MODALITÉS D'ACCÈS DES DIFFÉRENTS INTERVENANTS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
19	<p><b>DISPOSITIONS NÉCESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISÉES PUISSENT ACCÉDER AU CHANTIER</b></p> <p><b>Personnes autorisées</b></p> <p>Personnes autorisées par le Maître d'ouvrage à accéder au chantier, équipées des EPI adaptés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les personnes appartenant à la Maîtrise d'ouvrage désignées pour participer à l'opération</li> <li>- les personnes appartenant à l'Assistance Maîtrise d'ouvrage si elle existe</li> <li>- les personnes appartenant à la Maîtrise d'œuvre et bureaux d'études associés désignées pour l'opération</li> <li>- les personnes appartenant aux bureaux de contrôle retenus par la Maîtrise d'ouvrage</li> <li>- les coordonnateurs SPS de l'opération</li> <li>- les salariés, y compris intérimaires, désignés par les entreprises titulaires d'un contrat les liant au Maître d'ouvrage</li> <li>- les salariés, y compris intérimaires, désignés par les sous-traitants déclarés au maître d'ouvrage et agréés par lui</li> <li>- les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : inspection du travail, DREAL, CARSAT (Ex. CRAM), CGSS, OPPBTP, médecins du travail des entreprises</li> <li>- toutes autres personnes autorisées par le maître d'ouvrage dans le cadre de l'opération.</li> </ul>			Durée chantier
20	<p><b>Informations des salariés</b></p> <p>Dès l'entrée sur le chantier, le personnel sera systématiquement informé par son responsable hiérarchique d'entreprise, de ses obligations en matière de protections individuelles et collectives (obligations prescrites dans le PGC, port du casque et des chaussures de sécurité, port d'un badge nominatif, port des lunettes de sécurité etc...).</p>	Tous interv.		Durée chantier
21	<p><b>Liste nominative des intervenants</b></p> <p>Chaque entreprise tiendra à jour la liste de ses salariés intervenant sur le chantier. Tenir cette liste à disposition de l'Inspection du Travail et des représentants de la CARSAT.</p> <p><b>Identification des entreprises</b></p> <p><u>Port du badge</u></p>	Toutes entrep.		Durée chantier
				

22	<p>La « Carte BTP », comporte toutes les informations nécessaires en cas de contrôle sur un chantier : informations sur le salarié (nom, prénoms et sexe accompagnés d'une photo) comme sur l'employeur (raison sociale ou nom, numéro Siren, logo de l'entreprise, si elle le souhaite).</p> <p>Pour les salariés d'une entreprise de travail temporaire établie en France, la Carte BTP porte en outre la mention « Salarié intérimaire », et, pour les salariés détachés d'une entreprise établie hors de France, la mention, respectivement, « Salarié détaché » ou « Salarié intérimaire détaché ».</p> <p><b>Clôture de chantier</b></p>	Tous interv.		Durée chantier
3	<p>Les frais inhérents à la location, à l'entretien, au maintien ou à la remise en place, aux déplacements éventuels et à toute autre sujétion seront répartis entre chaque Entreprise au compte prorata de leur marché.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
53	<p>Toutes les zones actives du chantier ou incluant les installations principales (cantonnement) et les aires de stockage devront être isolées des emprises et accès maintenus à la disposition des riverains et des voies publiques et privées ouvertes à la circulation automobile et piétonne.</p> <p>Les séparations physiques qui viendront en complément des aménagements existants seront constituées panneaux métalliques grillagés, attachés entre eux par colliers métalliques, sur plots béton d'une hauteur voisine de 2 m. Elles devront être équipées de portails métalliques en serrurerie fermant à clé pour assurer la fermeture des zones aux endroits définis en accord avec le Maître d'Oeuvre et le Coordonnateur.</p> <p>Les portails constitués d'éléments de clôtures et les liaisons par fil de fer entre éléments de clôtures seront strictement interdits pour empêcher tout passage</p> <p>Le titulaire du lot concerné devra assurer la fermeture chaque soir et l'ouverture chaque matin du chantier, le maintien ou la remise en place des clôtures durant sa période d'intervention .</p> <p>Le titulaire du lot concerné aura à sa charge les frais relatifs à la mise en place et ceux dus au repliement de ces clôtures à la fin du chantier.</p>			Durée chantier
23	<p><b>Utilisation du personnel intérimaire</b></p> <p>Les entreprises utilisant du personnel intérimaire devront s'assurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- que les qualifications des personnes sont adaptées au travail à effectuer,</li> <li>- que le certificat d'aptitude médical au poste de travail concerné a bien été délivré,</li> <li>- que les salariés intérimaires sont intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne la formation à la sécurité aux différentes techniques et différents matériels utilisés pour la réalisation de leurs tâches, la fourniture des E.P.I et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.</li> </ul>	Toutes entrep.		Avant interv.

24	<p><b>Prestataires de services sous la subordination de l'entreprise bénéficiant de la prestation</b></p> <p>La location de matériel avec chauffeur n'est pas considérée comme de la sous traitance si elle s'effectue sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire. Les modalités de coopération sont donc définies par une convention/contrat établi entre les 2 parties, complétées dans la plupart des cas par les mesures de coordination suivantes :</p> <p><b><u>A la charge du prestataire de service</u></b> : conduite en sécurité de l'engin, respect du code de la route et des dispositions particulières au chantier.</p> <p><b><u>A la charge de l'entreprise donneur d'ordre</u></b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- s'assurer au préalable de la compétence du conducteur ainsi que de l'adéquation et de la vérification réglementaire de l'engin attestant de sa conformité,</li> <li>- accueillir l'intervenant afin de lui donner les consignes générales,</li> <li>- présenter à l'intervenant le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre afin de l'informer des risques spécifiques au chantier : les modes opératoires, les risques et mesures de prévention liés à la prestation seront intégrés dans le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre,</li> <li>- autorisations administratives nécessaires, DICT, élinguage, chargement, chef de manœuvre ou surveillant.</li> </ul> <p><b>Autres prestataires de service : remise d'un PPSPS et réalisation d'une inspection commune</b></p>	Toutes entrep.	Durée chantier
25	<p>Les prestataires n'intervenant pas sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire, ainsi que les prestations énumérées ci-dessous (liste non limitative), concernent des interventions courantes de prestataires qui, en raison des risques graves liés à la nature des interventions, doivent être considérés comme une entreprise. A ce titre, ces prestataires sont soumis à l'ensemble des dispositions relatives à la coordination SPS applicable à l'opération (Inspection commune et remise d'un PPSPS) : monteuses de grue, poseuses de filets, monteuses d'échafaudage, etc.</p>	Toutes entrep.	Durée chantier

26

**Déclaration de sous-traitants**

Lors de la remise des offres ou avant toute intervention sur le chantier, les entreprises soumissionnaires sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage. Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le Maître d'Ouvrage dans les conditions prévues à l'article 2.41 du C.C.A.G. ainsi que l'article 3 de la Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975. **Elles devront établir, au même titre que l'entreprise titulaire d'un lot, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S) dans le délai réglementaire. Les entreprises sous-traitantes prendront rendez-vous avec le Coordonnateur SPS afin de réaliser une inspection commune du chantier, avant tout travaux ou intervention.** Le non respect d'une de ces obligations réglementaires, en particulier la découverte sur le chantier d'entreprises sous-traitantes non identifiées dans le registre journal de la coordination, fera l'objet d'une information au Maître d'ouvrage. Celui-ci statuera sur la procédure d'exclusion du chantier de l'entreprise et sur l'application de pénalités prévues au CCAP au titulaire du marché.

Pour les demandes d'agrément des sous-traitants émises en phase travaux, elles devront être remises **3 semaines avant intervention de l'entreprise sous traitante**, à la Maîtrise d'ouvrage, à la Maîtrise d'oeuvre et copie au Coordonnateur SPS.

**Le Maître d'ouvrage transmettra au CSPS l'accord de soustraitance signé.**


Toutes entrep.

Avant interv.

2	<p><b>Conditions d'accès des personnes autorisées</b></p> <p>Les Entreprises ont obligation de diffuser au Coordonnateur la liste des personnes amenées à pénétrer sur le chantier avec les habilitations éventuelles et le nom des secouristes du travail, avant toute intervention sur le site. Cette liste du personnel devra être maintenue en permanence sur chantier et affichée dans le bureau de chantier par chaque Entreprise.</p> <p>Il est recommandé aux Entreprises de fournir à leur personnel des tenues de travail permettant d'identifier facilement leur personnel (logo de l'Entreprise, identité du salarié etc...)</p> <p>Chaque titulaire de marché devra fournir les équipements de protection individuelle (EPI) adaptés aux travaux et assurer le port obligatoire sur chantier (casque, casque avec macaron SST, casque avec jugulaire pour travaux en hauteur, chaussures de sécurité, lunettes obligatoires, protections auditives, gants adaptés, protections respiratoires, gilet rétro réfléchissant en permanence, tenue couvrant jambes et avant bras (pas de shorts ou de T-shirt, etc.....)</p> <p>Les postes de travail, pour le personnel intérimaire, seront adaptés à l'information, à la formation et à l'aptitude médicale des personnes concernées. (les EPI en complément de ceux fournis par la société d'intérim seront fournis par le titulaire de chaque marché pour être adaptés aux travaux concernés)</p> <p>Obligation d'avoir en permanence sur chantier, par entreprise « étrangère », une personne comprenant et parlant le français pour les appels en cas d'accident.</p> <p>Chaque entreprise devra faire respecter aux entreprises « étrangères » le droit du travail français.</p> <p><b>Nous interdisons toute intervention d'Entreprise y compris sous traitance avant agrément du Maître d'Ouvrage, accord du Maître d'Ouvre, visite d'inspection commune en notre présence et diffusion d'un PPSPS adapté au chantier</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
52	<p>Le chantier est interdit au public.</p> <p>Les personnes pouvant y accéder sont celles autorisées par le maître d'ouvrage, c'est à dire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les personnes appartenant à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre ;</li> <li>- le coordonnateur SPS ;</li> <li>- les salariés désignés par les entreprises qui les emploient participant à l'opération et, à ce titre, titulaires d'un contrat les liant au maître d'ouvrage ;</li> <li>- les salariés désignés par les sous-traitants qui les emploient participant à l'opération et agréés par le maître d'ouvrage ;</li> <li>- les prestataires de service (livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs etc...) désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accompagnés par un représentant de l'entreprise et dotés des protections individuelles nécessaires ;</li> <li>- les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : DIRECCTE, DIRE, CARSAT, MSA, OPPBTP, médecins du travail des entreprises.</li> </ul> <p>Sans précision particulière du Plan Général de Coordination aucun gardiennage du chantier n'est prévu par le Maître d'Ouvrage.</p> <p>La permanence et le gardiennage du chantier resteront sous la responsabilité et aux frais de chaque entreprise</p>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durée chantier

62	Le Maître d'Oeuvre doit interdire toute intervention d'Entreprise y compris sous traitance avant agrément du Maître d'Ouvrage, visite d'inspection commune en présence du Coordonnateur et diffusion d'un PPSPS adapté au chantier	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Avant interv.
----	--	-----------------	-----------------	---------------

## 2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	<b>PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER</b> <b>Organisation générale</b>			
				
8	<p>Les cantonnements seront réalisés dans le logement situé au 2° étage au-dessus du silo bois : salle de réunion, réfectoire vestiaires et sanitaires</p> <p>L'entrepreneur devra assurer : L'amenée, repliement et amortissement du matériel nécessaire à ses besoins : Conformité aux normes en vigueur prescrites par le Code du travail. Tous les frais d'entretien y compris nettoyages journaliers, fournitures et autres seront pris en charge par l'entrepreneur du présent lot pendant toute la période où elle travaillera sur site.</p>	GO - SERRURERIE	GO - SERRURERIE	Durée chantier

55	<p>Dès la notification du marché, et avant le début des travaux, le titulaire du lot concerné aura la responsabilité de remettre au Coordonnateur, un plan d'aménagement - organisation du chantier - pour validation</p> <p>Ce plan, établi à partir des informations fournies, devra faire apparaître clairement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les limites d'emprise du chantier.</li> <li>• L'emplacement de l'emprise des baraques et bureaux de chantier, ainsi que leur accès.</li> <li>• L'emplacement des aires de stationnement réservées aux véhicules pour les livraisons.</li> <li>• Les réseaux d'assainissement de chantier avec indications des branchements sur les réseaux publics.</li> <li>• Les zones de stockage des matériaux.</li> <li>• Les installations spécifiques (ateliers).</li> <li>• Les accès au chantier avec indication de la structure de chaussée, ainsi que les voies de circulation piétonnes et pour les engins à l'intérieur du chantier.</li> <li>• Le réseau électrique et la position des armoires électriques de chantier.</li> <li>• L'emplacement de la grue ou des grues éventuelles.</li> </ul> <p>Le titulaire du lot concerné déterminera dans son plan d'installation de chantier les zones de stockage, de manutention et d'entreposage des différents matériaux, déchets et gravats qui seront utilisées par l'ensemble des entreprises intervenantes.</p> <p>Ces zones seront distinctes des cantonnements et des zones de circulation, et seront situées de tel sorte à ce que leurs accès se fassent sans avoir à traverser les zones de cantonnements.</p>			Ph. préparation
17	<p><b>CLOTURE DE CHANTIER</b></p> <p><b>Caractéristiques générales</b></p> <p>Clôture constituée d'éléments rigides, jointifs, de hauteur supérieure à 2 mètres, capables de s'opposer à la pénétration d'une personne dans l'enceinte du chantier et sera munie:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'un portail d'accès muni d'un dispositif de fermeture verrouillable destiné à interdire l'accès durant les périodes d'inactivité (nuit, week end,...).</li> <li>• d'un ensemble de collier ou de bride de fixation pour liaisonner les panneaux entre eux</li> <li>• de panneaux "chantier interdit au public"</li> <li>• de pictogrammes des équipements de protection individuelle obligatoire</li> </ul> <p>Les panneaux réglementaires CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC et PORT DU CASQUE et DES CHAUSSURES DE SECURITE OBLIGATOIRE seront mis en place sur le portail d'accès et sur la périphérie de la clôture.</p>	GO - SERRURERIE	GO - SERRURERIE	Durée chantier
18	<p><b>Panneau de chantier</b></p> <p>Mise en place d'un panneau de chantier réglementaire en application du décret n°79-492 du 13 juin 1979, pour toute opération faisant l'objet d'un permis de construire. Les coordonnées des entreprises y compris les sous-traitants y seront affichées et seront lisibles depuis la voie publique.</p>	GO - SERRURERIE		Durée chantier

16	<p><b>PRESTATIONS A L'INTERIEUR DES OUVRAGES</b></p> <p><b>Branchements</b></p> <p>L'entreprise réalisera les branchements de chantier en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- eau de ville avec un sous-compteur depuis l'arrivée en eau de ville de l'école : au fond du garage entre le silo bois et l'escalier montant au cantonnement.</li> <li>- Electricité avec sous-compteur depuis l'armoire électrique situé au 1<sup>er</sup> étage dans le couloir en face de l'arrivée de l'escalier, avec les protections adéquats.</li> </ul> <p>Ces branchements et sous-compteurs pourront aussi servir pour les branchements de la chaufferie bois : cf. § Electricité en chaufferie et § Alimentation eau froide</p> <p>- L'entreprise devra assurer la remise en service de l'éclairage, des prises de courant et de l'eau froide et chaude pour les besoins du cantonnement vu ci-dessus, dès le début du chantier.</p>	CHAUFFAGE - ELECTRICITE		Ph. préparation
14	<p><b>ZONE DE CANTONNEMENT</b></p> <p><b>Installations communes de vie collective</b></p> <p>Les installations de vie collective seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier .</p> <p>Chacune des entreprises fera son affaire des autres installations nécessaires à ses interventions sur le chantier. Elles pourront se grouper pour les réaliser et les entretenir.</p>	Maître d'oeuvre		Durée chantier



54	<p>L'Entreprise chargée du lot concerné aura la gestion des installations communes désignées ci-après :</p> <p>L'installation d'un local pour les réunions, d'une surface autorisant le regroupement de 30 personnes environ. Ce local devra comprendre les équipements ou commodités suivants :  Chauffage, éclairage  Table, chaises en nombre suffisant  Panneau d'affichage des plans  Armoire de rangement des dossiers de chantier, fermant à clef  1 Extincteur portatif à poudre polyvalente  Une trousse de pharmacie  5 casques et 5 paires de bottes</p> <p>La mise en place de bungalows cabinet d'aisance équipé de W-C, douches, rampes de lavabos en nombre suffisant et raccordés sur les réseaux EU, EV.  au moins 1 W-C pour 20 salariés  au moins 1 robinet mélangeur pour 5 salariés  au moins une cabine de douche (eau chaude et eau froide) pour 20 personnes.</p> <p>La mise en place de bungalows vestiaires équipés d'armoires individuelles de rangement, de patères murales et de chaises  La mise en place de bungalows réfectoire pour le personnel équipés de tables revêtues d'un revêtement plastique facile d'entretien, de chaises, d'un appareil permettant de réchauffer les aliments, d'un réfrigérateur</p> <p>Les vestiaires, réfectoires et sanitaires doivent être reliés entre eux par des passages couverts.  Les accès aux différents bungalows doivent être revêtus de matériaux stabilisés, balisés et éclairés.  Chaque bungalow sera raccordé sur les différents réseaux (électricité, AEP, etc....)  Les sanitaires seront raccordés sur le réseau d'égout public.</p> <p>Le titulaire du lot concerné devra laisser l'ensemble des installations de chantier à disposition de l'ensemble des Entreprises ayant à intervenir sur le chantier jusqu'à réception définitive des travaux.</p> <p>Les dépenses entraînées par la mise en place et le rapatriement en fin de chantier des installations principales sont à la charge de l'Entreprise titulaire du lot concerné</p> <p>Dans tous les cas, les aménagements mis en place devront respecter les normes constructives et les normes sanitaires (en fonction du nombre d'usagers) imposées par les dispositions réglementaires (Décret du 8 janvier 1965 notamment modifié par décret du 06 mai 1995).</p>				Avt arriv. Ent
60	<p>Les dépenses entraînées par la réparation ou le remplacement de fournitures détériorées sans responsable, la location, le nettoyage, la fourniture des produits d'entretien ou consommables, l'entretien tout au long du chantier des installations de chantier sont à répartir entre chaque Entreprise au compte prorata de leur marché.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.		Durée chantier
13	<p><b>Nettoyage des installations (ensemble du cantonnement y compris dans les ouvrages)</b></p> <p>L'ensemble des installations du cantonnement (sanitaires, réfectoire, vestiaires, bureaux...) sera nettoyé quotidiennement .  Ces travaux de nettoyage feront l'objet d'un contrat avec une entreprise extérieure qui sera imputé au compte prorata.</p>	CHAUFFAGE - ELECTRICITE			Durée chantier

58	Les dépenses entraînées par la réparation ou le remplacement de fournitures détériorées sans responsable, la location, le nettoyage, la fourniture des produits d'entretien, l'entretien tout au long du chantier des installations de chantier sont à répartir entre chaque Entreprise au compte prorata de leur marché.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
27	<b>NETTOYAGE DU CHANTIER</b> Chaque entreprise devra : <ul style="list-style-type: none"> <li>en fin de journée: faire un nettoyage et un rangement des locaux concernés par son intervention (évacuation des gravats, récupération des emballages, des polystyrènes, de la laine de verre, du bois etc.)</li> <li>en fin de semaine: faire un nettoyage soigné et complet de l'ensemble des parties concernées par son intervention (balayage des planchers, escaliers, rangement des matériels, des nacelles, des rallonges électriques, des extérieurs des bâtiments, des échafaudages etc. )</li> </ul> Lorsqu'une entreprise quitte une zone du chantier ou un secteur de l'ouvrage après y avoir travaillé, elle doit assurer le nettoyage de cette zone et évacuer ses déchets à l'extérieur de l'ouvrage, dans les bennes à déchets, afin de permettre aux autres entreprises d'investir la zone.	Toutes entrep.		Durée chantier

### 2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	<b>CIRCULATION AU VOISINAGE DU CHANTIER</b>			
28	<b>Circulation routière</b> Pendant les travaux la circulation et le stationnement automobile aux abords du chantier seront maintenus, en tenir compte dans l'organisation du chantier et dans le choix des modes opératoires.	VRD - RESEAU DE CHALEUR		Durée chantier
29	<u>Signalisation des engins</u> Les engins opérant sur ou aux abords de la chaussée seront signalés par les feux spéciaux conformes aux prescriptions réglementaires	VRD - RESEAU DE CHALEUR		Durée chantier
30	<u>Signalisation du chantier</u> Mettre en place une signalisation du chantier conforme aux dispositions du code de la route et des instructions interministérielles sur la signalisation routière et approuvée par le gestionnaire de la voirie.	VRD - RESEAU DE CHALEUR		Durée chantier
31	<u>Protections vis à vis de la circulation routière</u> Des dispositifs de protection (GBA, baliroad, merlon, etc...) seront mis en place pour protéger les travailleurs du chantier des risques liés à la circulation routière.	VRD - RESEAU DE CHALEUR		Durée chantier
32	<b>Circulation piétonne</b> Des riverains et des usagers seront amenés à se déplacer à pied sur et aux abords du chantier: prévoir des dispositifs propres à assurer leur sécurité.	GO - SERRURERIE VRD - RESEAU DE CHALEUR		Durée chantier

### 2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
51	<p><b>AMIANTE</b></p> <p>Rappel des principales bonnes pratiques incombant aux acteurs du chantier lorsque l'ouvrage renferme des matériaux contenant de l'amiante (MCA) :</p> <p><u>Maître d'ouvrage (donneur d'ordre) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>communiquer tous les documents de repérage amiante (DTA, repérage avant démolition totale ou partielle, repérage avant travaux) au maître d'œuvre, aux entreprises (DCE) et au CSPS.</b></li> <li>• choisir des entreprises certifiées pour les travaux de retrait et d'encapsulage d'amiante (Travaux sous section 3) ;</li> <li>• choisir les entreprises certifiées pour effectuer les examens visuels et mesures d'empoussièrement vous incombant (Travaux sous section 3) ;</li> <li>• récupérer et conserver les bordereaux de suivi de déchets renfermant de l'amiante (BSDA) ;</li> </ul> <p><u>Maître d'œuvre – OPC :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• vérifier la bonne transmission des documents « amiante » aux entreprises, et <b>la cohérence des repérages réalisés par rapport au périmètre et au contenu des travaux</b> ;</li> <li>• notifier l'obligation de certification d'entreprise dans les CCTP et vérifier que les entreprises choisies sont titulaires d'une certification (travaux de démolition, encapsulage ou retrait) ;</li> <li>• tenir compte des délais d'instruction du plan de retrait (travaux sous section 3) ou modes opératoires (Interventions sous section 4) ;</li> <li>• interdire toute co-activité dans les zones de travaux provoquant l'émission de fibres.</li> </ul> <p><u>Entreprise – sous-traitant – travailleur indépendant :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• s'assurer de l'exhaustivité des repérages avant travaux et de leur cohérence par rapport au périmètre et au contenu des travaux ;</li> <li>• élaborer et fournir un PPSPS ainsi qu'un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage (Travaux sous section 3), ou des modes opératoires (Intervention sous section 4)</li> <li>• former ses salariés ;</li> <li>• évaluer le niveau d'empoussièrement des opérations ;</li> <li>• respecter les règles techniques liées à ses travaux ;</li> <li>• conditionner, stocker et évacuer les déchets amiantés selon les dispositions réglementaires et règles de l'art.</li> <li>• informer le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le C. SPS de tout aléa en phase de chantier.</li> </ul>			

### 3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT

#### 3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
7	<p><b>MOYENS DE PROTECTION COLLECTIVE CONTRE LES CHUTES</b></p> <p><b>Dispositions particulières à l'opération</b></p> <p>Le titulaire du lot concerné devra la mise en place, l'entretien et la dépose des protections collectives provisoires jusqu'à la mise en place des moyens de protection définitive</p> <p>Sur tous les escaliers provisoires d'accès aux différents niveaux y compris les paliers.</p> <p>Tout autour de chaque terrasse, planchers et en bordure de chaque partie donnant sur le vide (incorporation de tubes dans les acrotères béton, servant de réservations pour la mise en place de poteaux verticaux supports de filets périphériques).</p> <p>Dans chaque trémie de petites dimensions (mise en place de treillis soudés que les lots utilisateurs découperont en fonction des besoins)</p> <p>En périphérie de chaque trémie de grandes dimensions (incorporation de tubes dans les bords de trémie, servant de réservations pour la mise en place de poteaux verticaux supports de gardes corps ou gardes corps à pinces)</p>			Durée chantier

#### 3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
9	<p><b>UTILISATION D'ENGINS DE LEVAGE</b></p> <p><b>Sujétions relatives à l'utilisation des appareils de levage</b></p> <p>Le prêt de tout engin (engin de levage, nacelle, etc....) ou de matériel (plateforme élévatrice, échafaudage fixe, échafaudage suspendu, etc.....) , à une autre Entreprise est strictement interdit en dehors de l'existence d'un contrat de prêt dûment signé par les deux parties comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les modalités de prêt</li> <li>- le responsable des manœuvres, le responsable d'élinguage, etc.....</li> <li>- une copie du P.V. de contrôle de l'engin ou du matériel</li> <li>- une copie des habilitations et autorisations de conduite des personnes</li> </ul> <p>L'Entreprise devra effectuer les contrôles lors de la mise en place des matériels utilisés et les contrôles périodiques lors de l'utilisation (contrôles quotidiens mensuels, etc....). Une copie de ces contrôles devra être maintenue sur chantier par l'Entreprise dans un registre de sécurité.</p> <p>Les contrôles réglementaires seront effectués par des organismes agréés et les contrôles « Entreprise » seront effectués par des personnes responsables dûment habilitées et autorisées par l'Entreprise</p> <p>L'Entreprise utilisatrice devra s'assurer de l'existence de ces contrôles par consultation sur chantier du registre de sécurité</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

56	<p>La conduite d'un engin de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs ayant été reconnus aptes médicalement et professionnellement</p> <p>Les personnes chargées de la conduite d'engins de chantier doivent être en possession de Certificat d'Aptitude à la Conduite En Sécurité et d'une autorisation de conduite d'engins en sécurité délivrée par l'employeur. Ces habilitations et autorisations doivent pouvoir être présentées à toute demande</p> <p>La liste des titulaires des autorisations de conduite doit être envoyée au Coordonnateur avant intervention sur le site (nacelles, minipelle etc...).</p> <p>Tous les appareils de levage et de manutention ne peuvent pénétrer sur le chantier que s'ils ont été examinés et contrôlés dans les conditions prévues par la réglementation et si leur conduite est confiée à des personnes habilitées et autorisées</p> <p>La liste des engins présents sur le chantier avec une copie des rapports de visites réglementaires doit pouvoir être présentée à toute demande et être en permanence sur le site..</p> <p>Il est interdit à toutes les Entreprises de mettre en place des dispositifs particuliers de treuils, consoles, recettes en façades avant accord du titulaire du lot Gros oeuvre, du Maître d'oeuvre et du Coordonnateur.</p> <p>Vérifier la portance des sols au niveau des appuis des grues automotrices</p> <p>Vérifier l'adéquation des appareils et appareils de levage avec les charges à manutentionner</p> <p>Faire effectuer les manœuvres uniquement par des personnes responsables formées et identifiées</p> <p>Vérifier systématiquement l'élinguage des charges par les responsables de manoeuvre avant toute manutention</p> <p>Utiliser des palonniers ou autre dispositifs spécifiques</p> <p>Guider obligatoirement les manœuvres par corde pour empêcher que le personnel soit à l'aplomb des éléments</p> <p>Isoler complètement les zones situées à l'aplomb ou à proximité et interdire la présence de personnel (les distances de balisage devront tenir compte de la longueur des éléments manutentionnés)</p> <p>Prévoir une procédure pour l'accrochage et le décrochage en sécurité des éléments</p> <p>Prévoir des systèmes de communication radio entre les grutiers et les responsables de manœuvres</p> <p>Privilégier l'utilisation de chaînes ou d'élingues métalliques par rapport aux sangles textiles</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
----	--	----------------	----------------	----------------

61	<p>Pendant la phase Gros Oeuvre, et afin de limiter le nombre d'engins, les Entreprises titulaires des lots de Gros Oeuvre, mettront à la disposition des autres lots les engins de levage dont elles disposent. Les conditions d'utilisations seront les suivantes:</p> <p>L'utilisation de la grue du Gros Oeuvre par les autres Entreprises devra faire l'objet d'un accord préalable et n'être autorisée que si la conduite de cet appareil de levage est exclusivement confiée au conducteur habituel.</p> <p>L'Entreprise propriétaire ou locataire principal sera responsable jusqu'au crochet de la grue.</p> <p>Les élingues et leur mise en place seront de la responsabilité de l'Entreprise utilisatrice. Pour chaque approvisionnement, il y aura donc lieu de prévoir le principe suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>un Responsable de la mise en oeuvre des élingues</li> <li>un Responsable des manoeuvres au sol</li> <li>un Grutier</li> <li>un Responsable de l'approvisionnement à l'emplacement voulu.</li> </ul> <p>Le Responsable de manoeuvre devra avoir suivi les formations appropriées.</p> <p>L'aménagement des plates-formes de réception (Matérialisation, protection) par l'Entreprise utilisatrice</p> <p>Les heures d'utilisation seront facturées à l'Entreprises utilisatrice.</p> <p>L'utilisation cessera dès que le vent atteindra 72 km/h.</p> <p>Pour la manutention des charges dont la surface au vent est supérieure à 1 m²/t, se conformer aux limites de vent fixées par le constructeur NFE 52-082</p>	Entrep. concernée	Toutes entrep.	Durée travaux de gros oeuvre
----	---	----------------------	----------------	---------------------------------

### 3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
4	<b>APPROVISIONNEMENTS - STOCKAGES</b> <b>Stockage (extérieur, intérieur) délimitation des zones de stockage</b> <u>interdiction de stockage en intérieur (FDS)</u> <p>Concernent principalement les matières possédant un fort potentiel calorifique ou présentant un danger pour l'environnement (carburants, solvants, peintures, produits toxiques, etc...)</p> <p>Avant mise en place de ces produits sur le chantier, les conditions de stockage impliquant la vérification des contraintes techniques au niveau incendie, aération, ventilation, pollution accidentelle devront être clairement définies par les Entreprises concernées dans leur PPSPS. Un accord devra être donné par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Oeuvre et le Coordonnateur avant mise en place de ces substances sur le chantier.</p> <p>Les fiches de données de sécurité devront être fournies, pour tous les produits ou substances dangereuses mis en oeuvre sur le chantier (ex : peinture à liant polyuréthane, décapant, produit d'étanchéité, etc...) au Coordonnateur Sécurité.</p> <p>Il est demandé aux Entreprises utilisant ces produits de mettre en place des moyens de prévention, à préciser dans le PPSPS, pour éviter tous risques par rapport à l'activité des autres Entreprises.(risque d'explosion ou d'inflammabilité, risque nocif ou d'inhalation, risque de stockage etc...)</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.

### 3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
33	<b>EVACUATION DES DECHETS DANS LE BÂTI</b> <p>Les déchets doivent être stockés hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations, les déplacements et limiter les risques d'accident de plain pied.</p> <p>Afin d'éviter les risques de projections et de poussières, des systèmes d'évacuation des déchets et gravats doivent être mis en place par les entreprises qui les détailleront dans leur PPSPS (goulotte, big bag, autre...).</p> <p>Chaque entreprise, y compris sous-traitante, intervenant sur le chantier, est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail, d'acheminer l'ensemble de ses déchets jusqu'aux bennes lorsque celles-ci sont mises en place ou de les évacuer, par tous les moyens adaptés.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
10	<b>EVACUATION - ENLEVEMENT DES DECHETS</b> <b>Déchets, gravats, tous produits non dangereux</b> <p>Faire évacuer et remplacer les bennes avant tout risque de débordement.</p> <p>Durant les opérations de changement et déchargement de benne, interdire l'accès à la zone de manœuvre.</p>	GO - SERRURERIE		Durée chantier



57	Il n'est pas prévu de mise en place de benne de chantier. Chaque entreprise devra évacuer ses gravais au fur et à mesure et ce quotidiennement	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
63	<p>Le titulaire de chaque marché devra veiller à faire maintenir en permanence, le chantier en parfait état de propreté. Le nettoyage devra s'exécuter en permanence et les gravais seront évacués journellement du chantier jusqu'aux bennes mises en place pour effectuer un tri sélectif</p> <p>L'évacuation des gravats dans les étages devra être réalisée au moyen de goulottes par toute Entreprise concernée.(il est strictement interdit de jeter les gravais directement au sol ou dans les bennes à partir des ouvertures en façades) Les gravais susceptibles d'émettre de la poussière seront évacués dans des sacs plastiques étanches</p> <p>Les frais inhérents à la location, à la collecte, au transport et aux frais de mise en décharge seront répartis entre chaque Entreprise au compte prorata de leur marché</p> <p><b>Il est rappelé que les chantiers doivent rester propres et que chacun des intervenants doit ramasser les gravats générés par son lot de travail. En aucun cas, les déchets de quelque nature qu'ils soient ne doivent être enterrés sur place, mais conduits dans une décharge appropriée. Il appartient donc à chacun des intervenants de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la bonne marche du chantier</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

### 3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
34	<p><b>UTILISATION DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE TEMPORAIRE : MESURES GENERALES</b></p> <p><b>Consignes générales d'utilisation de l'installation électrique</b></p> <p>Ne brancher que du matériel électrique en <b>bon état</b> sur les armoires et coffrets de distribution.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Maintenir fermés les armoires et coffrets électriques.</li> <li>- Utiliser des câbles et prolongateurs adaptés aux conditions de chantier (marquage HO7RNF) munis de fiche étanche. Les fiches à usage domestique sont interdites.</li> <li>- Utiliser des enrouleurs de câble adaptés aux conditions de chantier (marquage catégorie B)</li> </ul>	Toutes entrep.		Durée chantier

### 3.6. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
35	<b>PORT DES E.P.I.</b> <b>Port des EPI lors de travaux particuliers</b> <u>Travaux routiers - Terrassements</u> <b>Port obligatoire:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du casque de chantier</li> <li>- des chaussures de sécurité</li> <li>- du casque antibruit (bouchons d'oreilles) à proximité des engins de chantier</li> <li>- d'une chasuble réfléchissante (orange ou jaune)</li> </ul>	VRD - RESEAU DE CHALEUR		Durée chantier
36	<b>RISQUES LIES A L'ENDOMMAGEMENT DE RESEAUX</b> Avant tout travaux, l'entreprise doit être en possession de l'ensemble des documents issus des DT, des DICT (plans, recommandations des exploitants réseaux .....), des résultats des investigations complémentaires si réalisées en phase projet, des fiches techniques issues du "guide technique fascicule 2" correspondants aux opérations à réaliser ( <a href="http://www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr">http://www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr</a> ) Le personnel affecté aux travaux (encadrant et opérateurs) sera titulaire d'une autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR). L'entreprise devra mettre en œuvre les techniques de travaux en tenant compte de la précision de l'outil employé et de l'incertitude de localisation des ouvrages existants. Dans le cas de la découverte de réseaux non répertoriés, elle devra arrêter son intervention et en informer la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS. La zone concernée sera correctement balisée par la mise en place d'une signalétique informant du danger avec interdiction d'entreprendre des travaux dans cette zone. Il en sera de même en cas d'endommagement ou de suspicion d'endommagement des réseaux.	VRD - RESEAU DE CHALEUR		Durée chantier
47	<b>Formation autorisation</b> Au <b>1er janvier 2018</b> , les encadrants, les chefs de chantier et les conducteurs d'engins doivent disposer d'autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR) délivrées par leur employeur.	VRD - RESEAU DE CHALEUR		Avant interv.
48	<b>Techniques d'intervention</b> L'entreprise adapte la technique de travaux en fonction de l'incertitude du positionnement de l'ouvrage existant (A,B,C). Ce choix tient compte : <ul style="list-style-type: none"> <li>• des prescriptions de distance à respecter selon la technique envisagée,</li> <li>• du gabarit extérieur de l'outil de terrassement ou de découpe,</li> <li>• de la précision de manœuvre de l'outil,</li> <li>• des caractéristiques du sous-sol,</li> <li>• de la distance d'approche.</li> </ul>	VRD - RESEAU DE CHALEUR		Durée chantier
37	<b>Endommagement ou suspicion d'endommagement d'un réseau</b> En cas d'endommagement ou de suspicion d'endommagement, l'entreprise contactera l'exploitant du réseau concerné, le maître d'ouvrage et le coordonnateur SPS. Elle appliquera la règle des 4A : <b>ARRÊTER - ALERTE - AMÉNAGER - ACCUEILLIR</b>	VRD - RESEAU DE CHALEUR		Durée chantier

38	<b>RISQUES LIÉS AUX ARMATURES ET TUBES EN ATTENTE</b> <b>Tubes en attente</b> Les solutions mises en œuvre seront choisies par l'entreprise et son bureau d'études, en fonction des types de tube, de la nature et du diamètre utilisés, dans le respect des règles de construction : <ul style="list-style-type: none"> <li>• crossage du tube,</li> </ul> Dans l'hypothèse où ces dispositions de prévention auraient été omises au stade de l'établissement des plans d'exécution, l'entreprise mettra en œuvre des solutions de remplacement et les mentionnera dans son PPSPS : <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'utilisation des embouts de protection de diamètre inférieur à 50 mm est interdite sur le chantier.</li> </ul>	Toutes entrep.		Durée chantier
39	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION DE PEMP</b> <b>Consignes d'utilisation des PEMP</b> Tenir à disposition des organismes de prévention et du CSPS, sur le chantier, les autorisations de conduite ainsi que le dernier rapport de vérification de l'équipement et sa notice. <ul style="list-style-type: none"> <li>- Baliser la zone d'évolution de la PEMP ainsi que la zone à risque de chute d'objet depuis le poste de travail</li> <li>- Inspecter quotidiennement avant utilisation et, en tout cas, avant tout début des travaux, les différents éléments de la PEMP.</li> <li>- Respecter la notice d'instructions ou d'utilisation établie par le constructeur de la PEMP ou à défaut par le chef d'entreprise.</li> <li>- Il est interdit de sortir du panier de la nacelle, à l'exception des PEMP adaptées et conformes à cette disposition.</li> <li>- Prévoir la présence au sol d'un opérateur supplémentaire pour alerter les secours en cas de besoin et assurer la surveillance de l'environnement</li> <li>- Port du harnais et longe dans le panier</li> </ul>	GO - SERRURERIE		Durée chantier
45	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ÉCHELLE D'ESCABEAU ET MARCHÉ PIEDS</b> Les échelles, escabeaux, et marche pieds ne peuvent pas être utilisés comme postes de travail conformément au code du travail. La mise en place de plateformes individuelles roulantes, convenablement protégées contre les risques de chutes de hauteur, permet de satisfaire aux principes généraux de prévention	Toutes entrep.		Durée chantier
46	<b>Echelles</b> Faire reposer les appuis des échelles sur des supports stables, résistants et de dimension adéquate afin de demeurer immobiles. Fixer les échelles dans la partie supérieure ou inférieure de leurs montants, ou les maintenir en place au moyen de tout dispositif antidérapant ou par toute autre solution d'efficacité équivalente. Faire dépasser les échelles d'au moins 1 mètre le niveau d'accès.	Toutes entrep.		Durée chantier

49	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHAFAUDAGES</b> Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage ne doit être effectué que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation à la sécurité spécifique. En conséquence, il est formellement interdit à tout utilisateur d'apporter quelques modifications que ce soit, à l'échafaudage, de sa propre initiative. Lorsque des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions des recommandations CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied", et R.457 "Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants" seront appliquées.	Toutes entrep.		Durée chantier
50	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR A PARTIR DES PLANCHERS, TREMIERES, RESERVATIONS, GAINES, REGARDS</b> <b>Réservations, gaines</b> Mettre en place des platelages fixés au sol sur les réservations.	GO - SERRURERIE		Durée chantier
15	<b>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : PLANNING</b> <b>Remise du planning initial</b> Le Maître d'Oeuvre est responsable de l'établissement et du suivi du calendrier général des travaux qui doit permettre l'application des Principes Généraux de la Prévention en éviter notamment les périodes de forte coactivité et les opérations en superposition de tâches.  Ce planning d'exécution prendra en considération, en temps voulu, la mise en oeuvre des dispositifs permanents de sécurité et des mesures d'organisation de chantier demandés aux différents lots dans le présent PGC. Les calendriers d'exécution seront être obligatoirement présentés au Coordonnateur avant le début des travaux.  Toutes modifications, tant changement de prestations, que décalages, que prolongations pour divers motifs, devront faire l'objet d'un avis du Coordonnateur, faute de quoi la non communication de ces modifications ainsi que la non demande d'avis au Coordonnateur le libérera des responsabilités liées à tout incident survenant pour cause de décalage des tâches sur le calendrier d'exécution détaillé.	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Ph. préparation

6	<p><b>RISQUES LIÉS À LA CO- ACTIVITÉ : REGLES GÉNÉRALES</b></p> <p><b>Travaux générant de fortes nuisances : bruit, poussières</b></p> <p>Toute émission de poussières lors de travaux de démolitions/ terrassement ou d'évacuations de matériaux devra être évitée par arrosage régulier, ramassage ou par aspiration ou tout autre moyen adapté</p> <p>Tous les travaux (démolitions, emploi de marteau perforateur,...) susceptibles de créer une gêne pour le voisinage devront être réalisés suivant la réglementation en vigueur</p> <p>Tous les appareils du genre compresseur, groupe électrogène, recensés par la législation devront être insonorisés et en porter la mention. Les documents justifiant de la conformité du matériel avec la réglementation relative à la lutte contre le bruit seront remis au Coordonnateur.</p> <p>Il est recommandé aux entreprises de ne pas affecter toujours la même personne à une tâche entraînant des mouvements ou des micromouvements répétitifs tels ceux engendrés par le marteau piqueur, le perforateur, etc.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
11	<p><b>Travaux par point chaud</b></p> <p>Nous interdisons tous travaux par points chauds (travaux de meulage, de soudage, de découpage à l'arc, de découpage oxyacétylénique ou autre) sans respect à minima des mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-en présence de produits volatiles ou facilement inflammables à proximité (même si ces produits ne sont pas employés par cette Entreprise)</li> <li>-sans présence à proximité d'un extincteur approprié aux risques</li> <li>-sans utilisation d'écrans protecteurs type bâches ignifugées</li> <li>-après 16h00 l'après midi ou en dehors des heures normales de travail (samedi par exemple)</li> </ul> <p>Les bouteilles d'acétylène et d'oxygène des postes à souder devront être stockées sur des chariots de manutention adaptés</p> <p>Les matériaux combustibles, tels que papiers, cartons, chiffons ou tous autres matériaux ne devront pas être brûlés à l'intérieur de l'emprise du chantier.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
5	<p><b>RISQUES LIÉS AUX TRAVAUX EN FOUILLE OU EN EXCAVATION</b></p> <p><b>Moyens de protection contre les chutes dans la fouille</b></p> <p>Mettre en place des protections collectives contre les chutes en bord de fouille et d'excavation</p>	VRD - RESEAU DE CHALEUR		Après interv.
59	<p>Le Maître d'Oeuvre devra intégrer dans le planning d'exécution la réalisation des remblaiements périphériques dès la fin des travaux de gros oeuvre enterré</p>	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Avt arriv. Ent
40	<p><b>Moyens de signalisation de jour et de nuit</b></p> <p>Mettre en place des moyens de signalisation de jour comme de nuit aux abords des fouilles et excavations.</p>	VRD - RESEAU DE CHALEUR		Durée chantier

## 4. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

### 4.1. ORGANISATION DES SECOURS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
42	<p><b>APPEL DES SERVICES D'URGENCE - MOYEN D'APPEL - CONSIGNES AUX INTERVENANTS</b></p> <p><b>Numéros d'appel d'urgence - Cas général</b></p> <p>N° à composer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>SAMU : 15</b> ou <b>112</b> et le <b>114</b> (pour les sourds et mal entendants, permettant l'envoi de SMS ou de FAX) à partir d'un téléphone fixe ou mobile.</li> <li><b>Police ou Gendarmerie : 17</b></li> <li><b>Sapeurs pompiers : 18</b></li> </ul>			



**CRÉATION D'UN RÉSEAU DE CHALEUR DE 120 ML ET D'UNE  
CHAUFFERIE BOIS - BUBRY (56)**

COORDINATION SPS

Aff. n°: 19461870

**INTEGRATION DE LA SECURITE AU CHANTIER**

N°chrono: 5

Date: 20/12/19

Page: 31 / 41

PLAN GENERAL SIMPLIFIE DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

MOYENS D'ALERTE



**CRÉATION D'UN RÉSEAU DE CHALEUR DE 120 ML ET D'UNE  
CHAUFFERIE BOIS - BUBRY (56)**

COORDINATION SPS

Aff. n°: 19461870

**INTEGRATION DE LA SECURITE AU CHANTIER**

N°chrono: 5

Date: 20/12/19

Page: 32 / 41

PLAN GENERAL SIMPLIFIE DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

Téléphone mobile



65		Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	<p>Chaque entreprise devra assurer la présence systématique d'un téléphone portable en état de marche sur chantier, permettant à toute personne, témoin d'un accident ou d'un incendie, de prévenir les services de secours extérieurs (faire le 112 à partir d'un téléphone portable)</p> <p>Chaque entreprise titulaire doit déclarer obligatoirement tout accident du travail au Coordonnateur qui transmettra alors un « rapport d'accident » que l'Entreprise concernée devra retourner complétée dans les 48 heures</p> <p>Pour l'ensemble du chantier, les Entreprises assureront par entente commune la présence permanente d'un sauveteur Sécurité du Travail pour 20 personnes. Chaque sauveteur secouriste devra être identifié par un badge spécial (apposé de préférence sur le casque).</p> <p>Chaque Entreprise devra communiquer au Coordonnateur le nom des secouristes présents sur le chantier dans son PPSPS.</p> <p>Chaque Entreprise devra consulter, compléter et joindre au PPSPS le mémo OPPBTP N° H4 M 03 97</p> <p><b>Accident bénin</b> Le blessé se fera soigner par l'un des secouristes présents sur le chantier, à l'aide des médicaments entreposés dans l'armoire à pharmacie prévue à cet effet dans le bureau de chantier.</p> <p>La victime et le secouriste décideront en fonction de la blessure de la suite à donner :  <ul style="list-style-type: none"> <li>• S.M.U.R.</li> <li>• Ambulance privée</li> <li>• Médecin personnel, etc...</li> </ul> </p> <p><b>Accident grave</b> Informar le ou les secouristes de chantier qui, en fonction de l'état du blessé, donneront des renseignements utiles au médecin du S.M.U.R. (sans oublier l'adresse du site). Prévoir un guidage si l'accès du chantier est difficile. Prodiguer au blessé les soins compatibles avec son état.</p> <p><b>Accident mortel</b> Laisser les lieux dans l'état de l'accident. Prévenir immédiatement les services et organismes désignés au paragraphe suivant. Regrouper le plus de témoins possible.</p> <p><b>Démarches à exécuter en cas d'accident grave ou mortel</b> Prévenir immédiatement :  <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'Employeur</li> <li>• Le Maître d'Ouvrage</li> <li>• Le Maître d'Oeuvre</li> <li>• L'inspection du travail</li> <li>• La gendarmerie ou la police locale</li> <li>• Le représentant de la C.R.A.M.</li> <li>• Le Coordonnateur sécurité</li> </ul> </p> <p>Les accès au chantier devront en permanence autoriser le passage des services de secours. Il ne sera toléré aucun stationnement ou entreposage de matériel ou matériaux, même momentanément dans leur emprise. Les Entreprises ne devront en aucun cas stationner leur véhicules de service sur les accès du chantier ou à proximité des entrées des bâtiments pour faciliter le passage des véhicules prioritaires.</p> <p>En cas d'accident ou d'incendie il sera donné rendez vous aux</p>			

services extérieurs au portail de chantier. Une personne sera chargée d'accueillir ces secours et de les diriger à l'intérieur du chantier.

Accès du chantier et circulation sur le chantier réservés aux secours

Dans le cas de présence de plusieurs grue sur le site identification OBLIGATOIRE des grue par panneaux G1 – G2 etc.... sur le fût (pour indiquer la localisation exacte pour les secours)

Identification des grues du chantier et accès pour les secours à ces zones sont à préciser sur le plan d'installation de chantier et le plan de secours (adresse exacte du chantier) ainsi que dans la fiche de Consignes d'alerte des secours ces documents sont conservée dans le bureau de chantier

Chaque entreprise devra assurer la présence systématique d'un téléphone portable en état de marche sur chantier, permettant à toute personne, témoin d'un accident ou d'un incendie, de prévenir les services de secours extérieurs (faire le 112 à partir d'un téléphone portable)

Chaque entreprise titulaire doit déclarer obligatoirement tout accident du travail au Coordonnateur qui transmettra alors un « rapport d'accident » que l'Entreprise concernée devra retourner complétée dans les 48 heures

Pour l'ensemble du chantier, les Entreprises assureront par entente commune la présence permanente d'un sauveteur Sécurité du Travail pour 20 personnes. Chaque sauveteur secouriste devra être identifié par un badge spécial (apposé de préférence sur le casque).

Chaque Entreprise devra communiquer au Coordonnateur le nom des secouristes présents sur le chantier dans son PPSPS.

Chaque Entreprise devra consulter, compléter et joindre au PPSPS le mémo OPPBTP N° H4 M 03 97

#### Accident bénin

Le blessé se fera soigner par l'un des secouristes présents sur le chantier, à l'aide des médicaments entreposés dans l'armoire à pharmacie prévue à cet effet dans le bureau de chantier.

La victime et le secouriste décideront en fonction de la blessure de la suite à donner :

- S.M.U.R.
- Ambulance privée
- Médecin personnel, etc...

#### Accident grave

Informar le ou les secouristes de chantier qui, en fonction de l'état du blessé, donneront des renseignements utiles au médecin du S.M.U.R. (sans oublier l'adresse du site).

Prévoir un guidage si l'accès du chantier est difficile.

Prodiguer au blessé les soins compatibles avec son état.

#### Accident mortel

Laisser les lieux dans l'état de l'accident.

Prévenir immédiatement les services et organismes désignés au paragraphe suivant.

Regrouper le plus de témoins possible.

#### Démarches à exécuter en cas d'accident grave ou mortel

Prévenir immédiatement :

- L'Employeur
- Le Maître d'Ouvrage
- Le Maître d'Oeuvre
- L'inspection du travail
- La gendarmerie ou la police locale
- Le représentant de la C.R.A.M.
- Le Coordonnateur sécurité

Les accès au chantier devront en permanence autoriser le passage des services de secours. Il ne sera toléré aucun stationnement ou entreposage de matériel ou matériaux, même momentanément dans leur emprise.

Les Entreprises ne devront en aucun cas stationner leur véhicules de service sur les accès du chantier ou à proximité des entrées des bâtiments pour faciliter le passage des véhicules prioritaires.

En cas d'accident ou d'incendie il sera donné rendez vous aux

	<p>services extérieurs au portail de chantier. Une personne sera chargée d'accueillir ces secours et de les diriger à l'intérieur du chantier.</p> <p>Accès du chantier et circulation sur le chantier réservés aux secours</p> <p>Dans le cas de présence de plusieurs grue sur le site identification OBLIGATOIRE des grue par panneaux G1 – G2 etc.... sur le fût (pour indiquer la localisation exacte pour les secours)</p> <p>Identification des grues du chantier et accès pour les secours à ces zones sont à préciser sur le plan d'installation de chantier et le plan de secours (adresse exacte du chantier) ainsi que dans la fiche de Consignes d'alerte des secours ces documents sont conservée dans le bureau de chantier</p>			
12	<p><b>EN CAS D'INCENDIE : MODELE DE CONSIGNE A L'ATTENTION DES ENTREPRISES</b></p> <p><b>Consignes incendie réglementation</b></p> <p>Extincteurs dûment contrôlés et adaptés aux locaux et aux risques, consulter le mémo OPPBTP N° A6 M 01 92, Lutte contre le feu, consulter la fiche OPPBTP N° A6 F 01 85,</p> <p>Veiller à l'accès permanent par les services de Secours, aux bouches et poteaux Incendie implantés au voisinage de l'emprise des travaux.</p> <p>Mise en place par les Entreprises des moyens de protection incendie (extincteurs, seaux, pompes, bacs à sable...) adaptés aux risques recensés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sur les installations (parties privatives et collectives)</li> <li>• Sur les engins et véhicules de chantier</li> <li>• Sur les postes de travail notamment</li> <li>• Dans les zones de stockage</li> </ul> <p>Chaque entreprise effectuant des travaux par points chauds doit obligatoirement imposer au personnel intervenant la porésence d'un extincteur en état de marche obligatoirement sur le poste de travail</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

## 5. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

### 5.1. MODALITÉS DE COOPÉRATION : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
41	<b>MODALITÉS PRATIQUES DE COOPÉRATION ENTRE LES INTERVENANTS</b> <b>Art. L. 4121-5.</b> Lorsque dans un même lieu de travail les travailleurs de plusieurs entreprises sont présents, les employeurs coopèrent à la mise en oeuvre des dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail. Chaque entrepreneur a pour obligation : <ul style="list-style-type: none"> <li>de communiquer au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS les noms et coordonnées des sous-traitants auxquels il envisage de confier des travaux.</li> <li>de transmettre un exemplaire du Plan Général de coordination, ainsi que les mises à jour, à chacun de ses sous-traitants.</li> </ul>	Toutes entrep.		Durée chantier
64	<b>Dispositions particulières à l'opération</b> La législation oblige contractuellement les Entreprises (titulaires et sous-traitantes) à participer activement à la Mission de Coordination en matière de Sécurité - Protection de la Santé : <ul style="list-style-type: none"> <li>En appliquant et en faisant appliquer à toute personne présente sur le chantier les Principes Généraux de la Prévention.</li> <li>En déclarant au Coordonnateur tout accident du travail avec ou sans arrêt, le nombre des jours d'arrêt, le type d'accident et le nombre d'heures travaillées.</li> <li>En déclarant suffisamment de temps à l'avance le nom des Entreprises auxquelles elles comptent sous-traiter des travaux afin que le Coordonnateur ait le temps de les convoquer à une inspection commune précédant l'envoi de leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).</li> <li>En faisant respecter à toute Entreprise sous traitante, à tout « locatier » ou à tout fournisseur les contraintes d'organisation et les mesures d'hygiène et de sécurité auxquelles est soumise cette opération.</li> <li>En faisant respecter à l'ensemble de son personnel le port des protections individuelles adaptées aux travaux à exécuter (casques, chaussures, masques, gants, harnais, lunettes, protections auditives etc...).</li> </ul>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
43	<b>PPSPS</b> <b>Remise du PPSPS au coordonnateur</b> Faire parvenir au coordonnateur SPS votre Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé. <b>Par courriel à herve.evenno@apave.com</b>	Toutes entrep.		Avant interv.

44	<p><b>INSPECTION COMMUNE</b></p> <p><b>Demande d'inspection commune avant démarrage travaux</b></p> <p>Toute entreprise n'ayant pas réalisé son inspection commune et devant débiter son intervention ou devant faire débiter son sous-traitant <b>doit obligatoirement prendre rendez vous avec le coordonnateur SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention</b>, pour effectuer l'inspection commune. <b>Veillez prendre contact avec Hervé EVENNO 06 20 45 73 72</b></p>	Toutes entrep.		Avant interv.
----	--	----------------	--	---------------

## 6. ANNEXES

### 6.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

#### 6.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	BOIS ENERGIE RENOUVELABLE 2 BD GENERAL LECLERC CS 30010 56100 LORIENT CEDEX France		0297353272
Maître d'ouvrage personne physique	BOIS ENERGIE RENOUVELABLE 2 BD GENERAL LECLERC CS 30010 56100 LORIENT CEDEX France	Mme CAILLET Gaëlle	0297353272 0621412534 GCAILLET@mairie-orient.fr
Conducteur d'opération	BOIS ENERGIE RENOUVELABLE Maison de l'Agglomération Esplanade du Péristyle CS 2001 56314 LORIENT CEDEX France	M. CHARRIER Simon	0297747445 0607173271 scharrier@agglo-orient.fr
Maître d'oeuvre	AGENCE BUYS ENERGIE ENVIRONNEMENT 51, pointe du Porhier 56370 SARZEAU France	M. BUYSENS Bertrand	0297417046 a.b.e.e@wanadoo.fr
Contrôleur technique de construction	APAVE NORD OUEST SAS 68 Rue Claude chappe ZI de Kerpont BP 730 56607 LANESTER CEDEX France	Mme ROCHAT Isabelle	0297811200 0610470388 0297814960 isabelle.rochat@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE NORD OUEST SAS - Lorient 165 rue de la Montagne du Salut Pôle d'Activités Technellys 56600 LANESTER France	M. EVENNO HERVE	0297811200 0620457372 herve.evenno@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE NORD OUEST SAS - Lorient 165 rue de la Montagne du Salut Pôle d'Activités Technellys 56600 LANESTER France	M. EVENNO HERVE	0297811200 0620457372 herve.evenno@apave.com

### 6.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
DDTEFP	DIRECCTE DE BRETAGNE LORIENT 3 Rue Jean Le Coutaller 56100 LORIENT France	M. LE SAUX Christian	0297640190 0297640198 bretag-ut56.uc2-2@direccte.gouv.fr
DDTEFP	DIRECCTE DE BRETAGNE LORIENT Unité Territoriale du Morbihan 3 Rue Jean Le Coutaller 56100 LORIENT France		0297640190 0297640198 bretag-ut56.uc2@direccte.gouv.fr
CRAM	CARSAT BRETAGNE 236 rue de Chateaugiron 35030 RENNES France		0299267460 0299267048 drp.emp@carsat-bretagne.fr
CRAM	CARSAT BRETAGNE 236 rue de Chateaugiron 35030 RENNES France	Mme GAULTIER-LE-COSSEC Magali	0299266139 0299267048 magali.gaultier-le-cossec@carsat-bretagne.fr
OPPBTP	OPPBTP 35 18 RUE BAHON RAULT 35000 RENNES France		0299382988 0299633345
OPPBTP	OPPBTP 35 RENNES 18-20 rue Bahon-Rault 35000 RENNES France	M. ARNAUD Christian	0299382988 0617737394 0299633345 christian.arnaud@oppbtp.fr

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux - **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole



### 6.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	<b>15</b> (à partir d'un tel. fixe) ou <b>112</b> (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	<b>17</b>
Pompiers	<b>18</b>

### 6.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
COMMUNE DE BUBRY	MAIRIE PLACE DE MACROOM 56310 BUBRY France	Mme PERIER LE MARRE Maud	0297517007 0297517262 mairie.bubry@gmail.com
COMMUNE DE BUBRY	MAIRIE PLACE DE MACROOM 56310 BUBRY France	M. THOMAZO Roger	0297517007 0297517262 mairie.bubry@gmail.com

### 6.1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS
01	GO - SERRURERIE	<i>Non désigné</i>							
02	VRD - RESEAU DE CHALEUR	<i>Non désigné</i>							
03	CHAUFFAGE - ELECTRICITE	<i>Non désigné</i>							

## 6.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

**Attention** : l'ensemble des résultats issus des repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante a été communiqué par le maître d'ouvrage (DTA et/ou repérage avant démolition partielle ou totale liée aux travaux envisagés au titre de la présente opération).

Joint au DCE

## 6.3. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calendrier des travaux :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

## 6.4. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier :

- sans objet

## 6.5. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

PLAN PARTICULIER SIMPLIFIE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Tous les entrepreneurs, indépendants compris, intervenant sur le site doivent établir un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).
- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en fonction :

- des contraintes propres à l'opération
- des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise.
- des prescriptions particulières du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Un PPSPS doit analyser de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le site. Il doit être impérativement adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise.

Il doit définir les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrire les mesures de sécurité mises en oeuvre pour supprimer ces risques.

Le PPSPS énumère le contenu des renseignements que l'entreprise doit fournir ainsi que les mesures qu'elle entend prendre pour assurer la sécurité de son personnel et de celui des autres entreprises travaillant sur le chantier.

Un PPSPS est tenu à jour durant le chantier : il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à toute intervention, chaque entrepreneur procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune aura lieu avant la diffusion définitive du PPSPS de manière à intégrer éventuellement dans ce document les consignes résultant de l'inspection.

Chaque entreprise intervenante devra diffuser son PPSPS au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffusera son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (Ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBTP.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur de sécurité transmettra aux entrepreneurs, ou laissera en consultation sur le chantier, un exemplaire du plan particulier de sécurité et de protection de la santé du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout plan particulier de sécurité et de protection de la santé peut être obtenu par chacun des entrepreneurs participant à l'opération sur simple demande auprès du coordonnateur SPS.